

# La rectrice supprime des postes d'enseignants malgré les défis éducatifs persistants

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / CÉLIA ALBÉRI

23 décembre 2023



À la rentrée scolaire de septembre 2024, l'académie de Guadeloupe sera confrontée à de nouvelles suppressions de postes d'enseignants.

Le comité social d'administration de l'éducation nationale a décidé le 21 décembre de la répartition des moyens pour la rentrée prochaine. Dans le premier degré, l'archipel perdra 52 postes. Dans le second degré, 55 postes seront supprimés, suscitant des inquiétudes parmi les enseignants alors que le ministre de l'Éducation, Gabriel Attal, appelle à un "choc des savoirs".

Cette décision, la rectrice Christine Gangloff-Ziegler la justifie par « la

baisse continue des effectifs d'élèves, avec une diminution de plus de 20 000 élèves au cours de la dernière décennie ». Soit selon les autorités académiques « plus d'un cinquième de la population, avec des baisses de 25 % dans le premier degré et 16,5 % dans le second degré ». Une tendance qui se traduira par une diminution de 1 246 élèves à la rentrée 2024, dont 502 écoliers et 744 collégiens et lycéens.

## **| Le choix de l'éducation prioritaire**

Les syndicats d'enseignants, tout en reconnaissant la baisse de démographie, dénoncent le calcul basé uniquement sur des chiffres, soulignant la nécessité de garantir la qualité de l'enseignement. Ils contestent l'affirmation du rectorat selon laquelle l'académie affiche l'un des meilleurs taux d'encadrement, indiquant que la réalité sur le terrain est bien différente.

La FSU Guadeloupe dénonçait en novembre dernier un budget 2024 qui « s'inscrit dans une longue tradition de destruction des emplois dans l'Éducation nationale ». Eddy Ségur, secrétaire général, déplore le 21 décembre ces suppressions « alors même que pendant des mois la FSU Guadeloupe a interpellé la rectrice sur les postes restés vacants, montrés combien l'académie manquait de moyens de remplacement, d'enseignants spécialisés, de psychologues, de CPE, d'AESH et d'AED ».

Les syndicats réclament au contraire une politique éducative renforcée avec des classes dédoublées en primaire, et des effectifs limités en collège. « Il faut noter que les Drom ayant fait le choix de l'éducation prioritaire ne perdent pas de postes. Ce n'est qu'ainsi que pourra être envisagé de réellement prendre en charge la difficulté scolaire et sociale de notre académie » soutient Eddy Ségur.

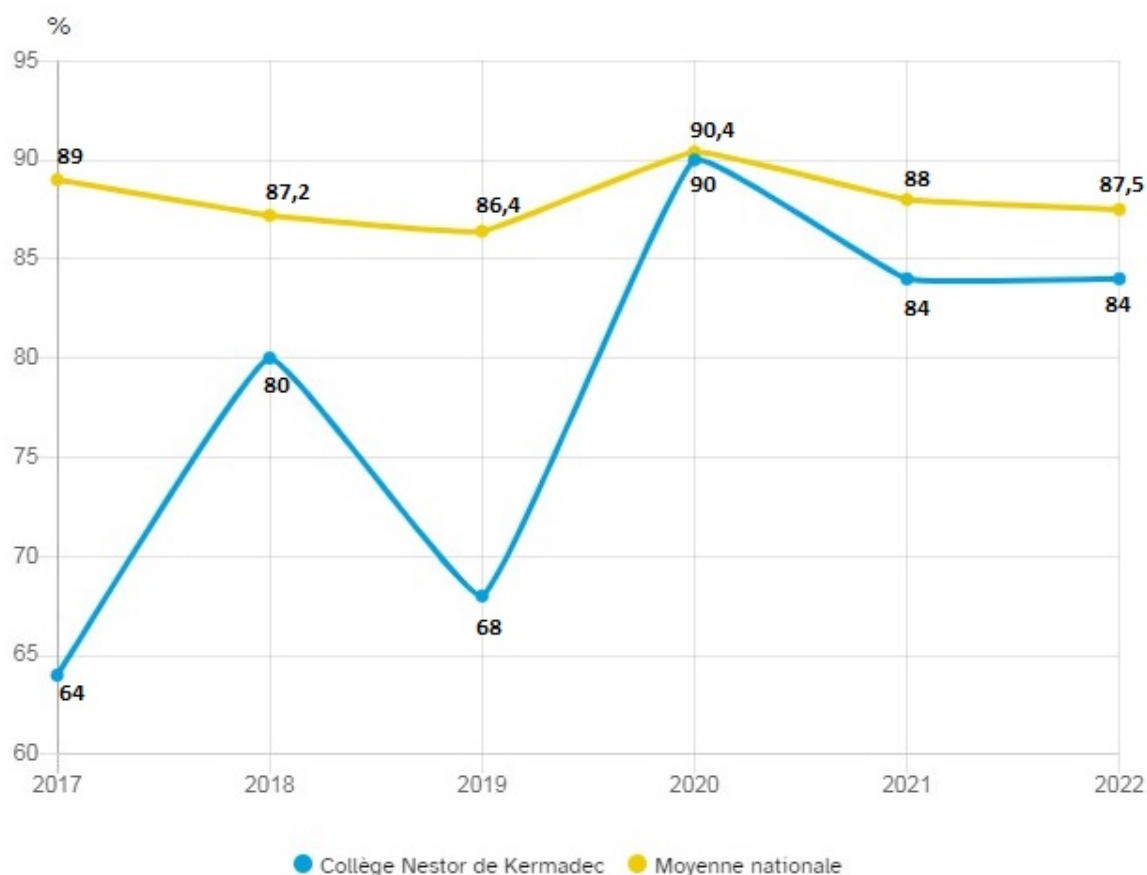
*“Plus de 72,2% des élèves en Guadeloupe sont sans diplôme ou ont au mieux un brevet des collèges”*

*Insee, note d'analyses n°63 janvier 2023*

Si les syndicats sont enclins à réclamer plus de moyens, certaines observations plaident en leur faveur. À Pointe-à-Pitre, au sein de l'établissement élémentaire Raphaël Cipolin d'à peine une centaine d'élèves, classé zone d'éducation prioritaire et implanté à Chemin neuf, quartier où la prostitution et les trafics sont très présents, les élèves de six nationalités différentes sont boostés par les enseignants. Malgré l'absence de matériel informatique, de bibliothèque, d'assistance sociale, les élèves ont pu se distinguer lors de concours de mathématiques, et affichent un niveau scolaire plus élevé que ne laissait présager leur milieu défavorable.

Quelques centaines de mètres plus loin, le collège de Kermadec, classé en Rep+, affiche un taux de réussite au diplôme national du brevet à 84% en 2022. Parti de 64% en 2017, le taux de réussite au DNB qui marque l'acquisition du socle commun de connaissance, compétence, culture, est en hausse avec 84% en 2022. Entre 2017 et 2022, le collège de Kermadec a rattrapé la moyenne nationale qui était en 2022 à 87,5% de réussite au DNB.

## Taux de réussite au brevet du Collège Nestor de Kermadec



À l'occasion de la dernière rentrée pour l'année scolaire 2023-2024, la rectrice Christine Gangloff-Ziegler, avait réuni le 30 août les personnels d'encadrement, d'inspection, les directeurs d'école et les personnels du rectorat. Elle présentait les trois priorités de l'année : Améliorer les résultats des élèves, renforcer le pilotage pédagogique et éducatif, reconnaître et valoriser les personnels.

Des objectifs loin d'être atteints. Selon les chiffres publiés par l'Insee en janvier 2023 dans sa note d'analyses n°63, entre 2015 et 2019 plus de 72,2% des élèves sont sortis précocement du système éducatif en Guadeloupe. C'est-à-dire qu'ils sont sans diplôme ou ont au mieux un brevet des collèges. Et plus d'un quart de ces jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en étude, ni en formation. Une proportion de 27% qui est le double de celle observée dans l'Hexagone.

Pour les élèves guadeloupéens qui accusent un retard significatif, les défis éducatifs persistent. Ils mettent en lumière la nécessité d'une réflexion approfondie sur les politiques éducatives déployées localement sous la responsabilité de l'État (contenu des enseignements, diplômes, personnel enseignant) et des collectivités (équipements, activités périscolaires).